



# Note expresse

Nº 546 - Janvier 2019



# **Tendances conjoncturelles**

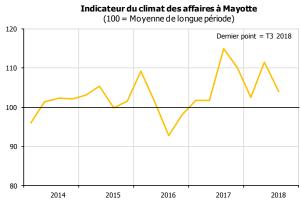
## 3<sup>e</sup> trimestre 2018

## LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

#### Un climat des affaires à la recherche de stabilité

Inscrite dans une dynamique de reprise depuis la fin de la crise sociale, l'économie mahoraise poursuit les efforts afin de trouver une stabilité propice aux affaires. Ainsi, malgré une baisse de 7,4 points de l'Indicateur du climat des affaires (ICA), ce dernier demeure en zone favorable et s'établit à 104,1 points, soit 4,1 points au-dessus de sa moyenne de longue période.

Toutefois, alors que les chefs d'entreprise ont une opinion légèrement négative des réalisations du troisième trimestre (-0,9 point), l'ICA est principalement tiré à la baisse par les perspectives nettement moins optimistes sur le trimestre à venir (-6,5 points). Ainsi, les chefs d'entreprise font preuve de pessimisme quant à l'évolution de leurs affaires post-crise.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Malgré une nouvelle hausse des prix, la consommation des

ménages reste toutefois dynamique bien que ralentie après un trimestre de rattrapage, à l'instar des importations qui enregistrent une diminution globale, ainsi que de principaux groupes de produit. Les prévisions d'investissement se maintiennent à un niveau élevé, accompagnées d'une activité bancaire dynamique.

L'activité reste mal orientée et se dégrade encore ce trimestre, accompagnée par une augmentation des charges et une nouvelle détérioration des trésoreries. Cependant, les chefs d'entreprise émettent une opinion favorable vis-à-vis des délais de paiement et anticipent une reprise de l'activité au trimestre prochain.

#### L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE RÉGIONALE SE REDRESSE

L'économie **sud-africaine** renoue avec la croissance au troisième trimestre 2018, avec une hausse du PIB en volume de 2,2 % (en rythme trimestriel annualisé), après deux trimestres consécutifs de récession (-2,6 % au premier trimestre 2018 et -0,7 % au deuxième). Cette reprise provient d'un regain de la consommation des ménages (+1,6 % contre -1,1 % au deuxième trimestre) et d'une nette amélioration des exportations (+24,2 %), notamment celles de matériels de transport, de métaux et de produits agricoles. Toutefois, l'investissement reste en berne (-5,1 %). Par ailleurs, la banque centrale relève son taux directeur de 6,50 % à 6,75 % en novembre, dans un contexte de fortes pressions inflationnistes.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique baisse légèrement de 0,6 % sur un an au troisième trimestre 2018 et confirme la contraction observée au deuxième trimestre (-3,7 %).

La croissance économique de l'**ile Maurice** ralentit de nouveau : +1,0 % au quatrième trimestre 2017, +0,8 % au premier trimestre 2018 et +0,3 % au deuxième trimestre 2018. Cet essoufflement provient en partie d'une contraction de l'investissement, notamment en biens d'équipement (-1,2 % sur un an) et en logement (-3,4 %). La Banque centrale maintient néanmoins son taux directeur à 3,5 % en novembre 2018.

À **Madagascar**, la conjoncture économique est bien orientée au deuxième trimestre 2018, bien que l'incertitude du contexte sociopolitique (élection présidentielle) pèse sur l'activité économique. Les ventes du secteur primaire sont stables, et celles du secteur secondaire sont en diminution en raison de la baisse des investissements. En revanche, les ventes du secteur tertiaire sont en forte hausse, selon l'enquête de conjoncture de la banque centrale malgache. Cette dernière maintient son taux directeur à 9,5 %.

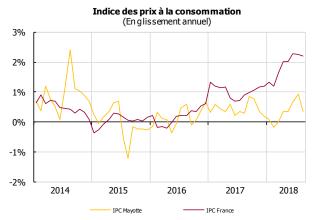
Aux **Comores**, le climat des affaires s'améliore au deuxième trimestre 2018, selon les dirigeants des établissements de crédit. La banque centrale prévoit une consolidation de l'activité économique pour 2018, après 3,0 % de croissance en 2017.

Sources: Banques centrales, institutions nationales

## Légère hausse des prix

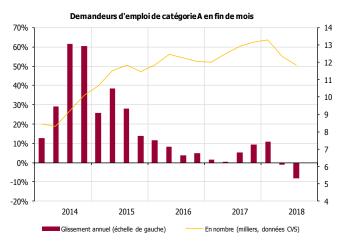
Au troisième trimestre, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, porté par la hausse des prix des services (1,1 %) et de l'énergie (0,5 %). Les prix des produits manufacturés maintiennent une trajectoire à la baisse (-0,6 %), tandis que les prix de l'alimentation sont relativement stables (+0,1 %).

De même, l'IPC croît de 0,3 % en glissement annuel, bien en deçà du niveau national (+2,2 %). Les prix de l'énergie, de l'alimentation et des services se sont accrus de respectivement 6,5 %, 3,1 % et 1,2 %. Les prix des produits manufacturés sont, quant à eux, en recul de 4,8 %.



Source : Insee, données mensuelles

## Nouvelle baisse des demandeurs d'emploi



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

La diminution des demandeurs d'emploi, enregistrée au deuxième trimestre, se poursuit au troisième trimestre. En effet, la demande d'emploi recule de 3,9 % (données CVS) par rapport au trimestre précédent. À fin septembre 2018, Pole emploi dénombre 11 851 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, CVS).

À l'exception des demandeurs ayant plus de 50 ans, qui augmentent de 2,4 %, toutes les catégories d'âge, hommes et femmes (respectivement -3,4 % et -2,9 %), sont concernées par cette baisse avec un recul de 5,3 % du nombre de demandeurs ayant moins de 25 ans et de 4,0 % pour ceux ayant entre 25 et 49 ans.

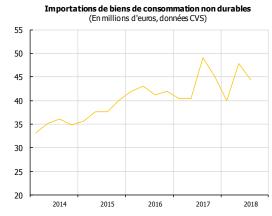
Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi se réduit considérablement (-8,2 %), marqué par une diminution importante du nombre de demandeurs âgés entre 25 et 49 ans (-12,3 %). La poursuite de cette baisse pourrait fortement enrayer la formalisation du marché de l'emploi, celle-ci ayant été en constante progression ces dernières années.

### La consommation des ménages ralentit mais reste dynamique

Après l'effet de rattrapage observé au trimestre dernier, la consommation des ménages ralentit au troisième trimestre, et retrouve des niveaux réguliers.

Une partie des indicateurs macroéconomiques liée à la consommation des ménages se replie après un deuxième trimestre particulièrement vigoureux. En effet, les importations de biens d'équipement du foyer et de produits courants se contractent respectivement de 33,0 % et 7,1 % par rapport au trimestre précédent et de 26,3 % et 9,6 % par rapport à la même période l'année précédente (CVS).

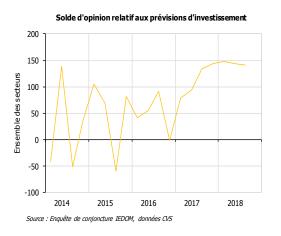
Toutefois, d'autres indicateurs restent bien orientés et témoignent d'une consommation des ménages toujours dynamique. Ainsi, le marché de l'automobile continue d'enregistrer une hausse importante des immatriculations de véhicules neufs (+12,9 % et +4,2 % en glissements trimestriel et annuel, CVS). Aussi, l'activité bancaire des ménages poursuit sa progression. L'encours bancaire des crédits à la consommation augmente ainsi de 5,1 % en variation trimestrielle et de 15,0 % sur un an.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Enfin, la situation financière de certains ménages est contrastée par rapport au trimestre dernier avec une hausse de 7,3 % du nombre de retraits de cartes bancaires, tandis que le nombre de personnes physiques interdites bancaires diminue de 1,2 %. En revanche, elle s'améliore par rapport à la même période de l'année précédente avec une baisse des personnes physiques en interdiction bancaire (-10,2 %) et des retraits de cartes bancaires (-8,5 %).

### Les entreprises maintiennent leurs perspectives d'investissement



et 15,6 % en variation annuelle.

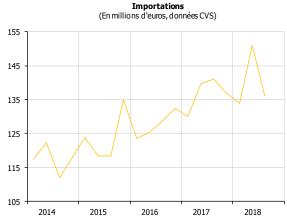
À l'instar des trimestres précédents, les perspectives d'investissement restent bien orientées ce trimestre, et particulièrement dans les secteurs du commerce, de l'industrie agroalimentaire et de la construction. En revanche, les secteurs des services marchands et du tourisme témoignent de difficultés quant à la réalisation de projets, mettant à plat leurs volontés d'investir. Ainsi, si les perspectives d'investissement sont favorables dans l'ensemble, un contraste entre les secteurs semble se dessiner.

Cette dynamique est corroborée par la hausse des encours bancaires des crédits à l'habitat des entreprises, des crédits aux entreprises et des crédits d'investissement, qui augmentent respectivement de 14,7 %, 4,1 % et 0,7 % par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est d'autant plus marquée par rapport aux niveaux de l'année précédente : +62,0 %, +15,8 % et +2,2 %. Subissant les mêmes effets conjoncturels que la consommation des ménages, les importations relatives à l'activité des entreprises se contractent. En effet, les importations de biens intermédiaires et d'équipement professionnel diminuent respectivement de 8,1 % et 4,8 % par rapport au deuxième trimestre et de 6,3 %

## **Diminution des importations**

Fortement liées à la conjoncture, les importations reculent ce trimestre (-9,8 % en glissement trimestriel et -3,5 % en annuel) et ce dans l'ensemble des catégories de produits. En effet, les importations de biens liées à la consommation des ménages se contractent par rapport au deuxième trimestre (respectivement -33,0 % et -7,1 % pour les importations de biens d'équipement du foyer et de produits courants, CVS). Il en va de même pour les importations à destination des entreprises (respectivement -8,1 % et -4,8 % pour les importations de biens intermédiaires et d'équipement professionnel, CVS).

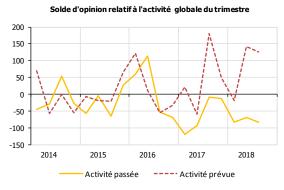
En variation annuelle, à l'exception des importations de produits agricoles qui augmentent (+24,9 %), l'ensemble des catégories d'importations se contracte : -26,3 % pour les importations de biens d'équipement du foyer, -15,6 % pour celles des biens d'équipement professionnel, -9,6 % pour celles de produits courants, -6,3 % pour celles de biens intermédiaires et -1,3 % pour celles de produits agroalimentaires.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

## L'ACTIVITÉ SE DÉGRADE ENCORE

L'amélioration anticipée de l'activité par les chefs d'entreprise au trimestre dernier ne s'est pas concrétisée avec une activité globale qui continue de se dégrader ce trimestre. L'alourdissement des charges et les difficultés de trésorerie détériorent encore la situation financière déjà fragile des entreprises. En revanche, une amélioration des délais de paiement et une orientation favorable des prix permettent aux chefs d'entreprise de rester optimistes quant à un retour favorable de l'activité au prochain trimestre.

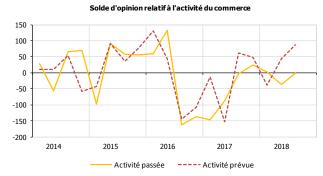


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

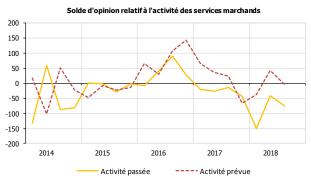
Ce trimestre marque une forte perte d'activité pour le secteur du **BTP**. Les chefs d'entreprise expriment un allongement des délais de paiement, une détérioration de leurs trésoreries et un recul des embauches. En revanche, l'allégement des charges ainsi qu'une perception favorable des prix du marché devraient alléger la situation financière des entreprises, ces dernières faisant preuve d'une volonté importante d'investir. Le carnet de commandes, perçu favorablement par les entrepreneurs du secteur, se traduit par une anticipation favorable de l'activité au trimestre prochain. Les indices des prix du bâtiment et des travaux publics diminuent légèrement ce trimestre (respectivement -0,3 % et -0,2 % par rapport au trimestre précédent).

Témoignant d'une situation financière stable avec des délais de paiement qui s'améliorent, les chefs d'entreprise du secteur de l'**industrie** déclarent une activité positive ce trimestre. En revanche, les entrepreneurs perçoivent défavorablement l'évolution des charges et de leurs stocks en produits finis, ce qui se traduit par une activité qui se dégraderait au trimestre prochain. Enfin, la volonté d'investir des chefs d'entreprise est en berne ce trimestre.

Après avoir déclaré une activité dégradée ces derniers trimestres à la suite de la crise en début d'année, les chefs d'entreprise du secteur du **commerce** estiment avoir retrouvé un niveau d'activité relativement stable ce trimestre. Ce retour de l'activité devrait se conforter au trimestre prochain, accompagné par une hausse de l'embauche et une amélioration des délais de paiement, et ce malgré une situation financière dont témoignent les entrepreneurs qui reste fragile en raison des charges qui s'alourdissent. Les perspectives d'investissement se maintiennent à un niveau favorable.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



Les professionnels du secteur des **services marchands** déplorent une activité en berne. Les perspectives pour le trimestre à venir ne devraient pas permettre aux chefs d'entreprise de renouer avec une activité favorable, bien que la dégradation serait moindre. Ces derniers perçoivent défavorablement les charges et les délais de paiement, ce qui se traduit par une trésorerie instable aussi bien sur le trimestre passé que sur le trimestre à venir.

Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Le secteur du **tourisme** profite d'une hausse des nombres de vols et de passagers (respectivement +3,7 % et +1,3 % par rapport au trimestre précédent, données CVS). En glissement annuel, le nombre de passagers continue d'augmenter (+1,1 %), tandis que les mouvements de vols se contractent (-9,2 %).

#### STABILITÉ DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

La croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,7 % en 2018 et 2019 selon les dernières « Perspectives de l'économie mondiale » publiées par le FMI en octobre. Elle resterait ainsi identique à son niveau de 2017. Les prévisions sont toutefois inférieures de 0,2 point à celles présentées en juillet dernier. Cette révision à la baisse s'explique notamment par le renforcement des tensions commerciales et le durcissement des conditions financières mondiales alors que les différences dans les perspectives sont importantes d'une région à l'autre.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a ralenti marginalement au troisième trimestre. L'activité a progressé de +0,9 % en variation trimestrielle (après +1,0 % au trimestre précédent) et apparait tirée à la baisse par le recul des exportations et le ralentissement des investissements des non-résidents. Le FMI anticipe une croissance de 2,9 % en 2018 puis de 2,5 % en 2019 (-0,2 point par rapport aux prévisions de juillet).

Selon Eurostat, le PIB de la zone euro a progressé de +0.2 % au troisième trimestre après +0.4 % trois mois plus tôt. Le taux de chômage s'élève à 8.1 % à fin septembre et demeure à son plus bas niveau depuis novembre 2008 alors que l'inflation continue de croitre progressivement (+2.2 %). Selon les prévisions de la Commission européenne, la croissance de la zone euro va fléchir à +2.1 % en 2018 puis +1.9 % en 2019 (contre +2.4 % en 2017).

En France, la croissance retrouve un dynamisme plus marqué au troisième trimestre selon les estimations de l'Insee. Elle enregistre ainsi une hausse de +0,4 % (+0,2 % au deuxième trimestre) qui s'explique principalement par le redressement de la consommation des ménages et l'orientation favorable du commerce extérieur. Le FMI anticipe un essor du PIB de 1,6 % en 2018 et 2019, en deçà de la progression enregistrée en 2017 (+2,3 %).

Au Japon, l'activité se contracte de 0,3 % au troisième trimestre après une hausse de 0,8 %. Cette tendance s'explique par un repli de la consommation des ménages, de l'investissement et des exportations suite notamment à une accumulation de catastrophes naturelles depuis le début de l'année 2018. La croissance devrait toutefois s'établir à 1,1 % en 2018 et à 0,9 % en 2019 selon le FMI.

Dans les pays avancés, le FMI anticipe une accélération marginale de la croissance en 2018 (+2,4 % après +2,3 % en 2017) avant une hausse plus modérée en 2019 (+2,1 %). Le PIB devrait croitre dans les pays émergents et en développement sur un rythme identique à 2017 (+4,7 % en 2018 et 2019). Ces dernières perspectives ont été révisées à la baisse par rapport aux dernières estimations du FMI en juillet (-0,2 point pour 2018, -0,4 point pour 2019).

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 23 novembre 2018

#### Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr